

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



L'ÉTÉ DU FIGARO



Ruja Ignatova.

LA CHUTE DES MAÎTRES DU CYBERCRIME
LE DESTIN SUSPENDU DE « LA REINE DE LA CRYPTO », QUI A BERNÉ 3 MILLIONS D'INVESTISSEURS **PAGE 20**

TOUR DE FRANCE
VALENTIN PARET-PEINTRE, PREMIER FRANÇAIS VAINQUEUR AU VENTOUX DEPUIS 2002 **PAGE 11**

LES TOC DES TOQUÉS
GUILLAUME CHATILLON, SORCIER DES LÉGUMES **PAGE 14**

EN PRISON POUR LEURS IDÉES
ANDRÉ CHÉNIER, LE POÈTE GUILLOTINÉ À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE **PAGE 18**

JEUX D'ÉTÉ **PAGE 15**

DIPLOMATIE

Emmanuel Macron et Friedrich Merz veulent concrétiser leur rapprochement **PAGE 4**

POLITIQUE

Un an après le NFP, l'avenir en suspens de l'union de la gauche **PAGE 6**

DOUANES

Comment les criminels chinois arrosent l'Europe de produits frauduleux **PAGE 8**

UNESCO

Donald Trump décide de quitter l'organisation **PAGE 13**

CHAMPS LIBRES

• La chronique de Bertille Bayart
• La tribune d'Olivier Babeau **PAGE 19**

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de mardi :

Faut-il resserrer les contrôles sur les arrêts de travail dans le public et le privé ?

OUI 94%

NON 6%

VOTANTS : 146 411

Agriculture : êtes-vous favorable au retrait de la loi Duplomb, comme le demande la pétition ?



Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

SIPA - BENOIT TESSIER/REUTERS

Les raisons du revirement de Trump face à Poutine

Le président américain avait rêvé d'un deal avec son homologue russe au risque de sacrifier les intérêts de l'Ukraine. Il semble désormais se résoudre à l'exercice du rapport de force.

De janvier à début juillet, Donald Trump s'est montré prêt à humilier ses alliés, à maltraiter le Canada, à menacer le Groenland, mais pas prêt à malmenier Vladimir Poutine.

Acquiesçant à tous les desiderata du maître du Kremlin avec une naïveté confondante, Trump annonça ainsi d'entrée de jeu que l'Ukraine devrait renoncer à intégrer

l'Otan et accepter la perte des régions occupées par Moscou. Avant de tancer Volodymyr Zelensky dans le Bureau ovale et de suspendre les livraisons d'armes à l'Ukraine.

Six mois plus tard, le président américain a compris que le maître du Kremlin se jouait de lui et en a tiré les conséquences dans un revirement spectaculaire. Trump semble

désormais prêt à imposer la paix par la force en soutenant Kiev face à l'agresseur russe. Il a ainsi annoncé la reprise des livraisons d'armes à l'Ukraine.

→ GUERRE EN EUROPE, ATTAQUES HYBRIDES EN FRANCE : LE SCÉNARIO NOIR POUR L'ARMÉE FRANÇAISE → VLADIMIR POUTINE FAIT MINE DE NÉGOCIER
→ FACE À LA MENACE RUSSE, LAURENT MARCANGELI S'INSPIRE DE LA RÉSILIENCE ESTONIENNE **PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL**

Reportage à Soueïda, en Syrie, où les milices sunnites font la chasse aux Druzes



DOMINIC MARR / NZZ

Cette ville de l'Ouest, où les hostilités entre Druzes et Bédouins ont attiré des combattants venus de tout le pays, faisant au moins 1 265 morts en dix jours, est devenue l'épicentre des affrontements communautaires en Syrie. **PAGE 5**

Syndicats, fonctionnaires, collectivités... Fronde contre le plan Bayrou

Mardi 15 juillet, pendant son « moment de vérité », le premier ministre a promis de trouver 43,8 milliards d'économies dans son budget 2026. Pour enrayer la malédiction du surendettement de la France, il veut ratisser large : année blanche, suppression de deux jours fériés, non-remplacement des départs de fonctionnaires, réforme de l'assurance-chômage... Autant de propositions que d'oppositions. Depuis une semaine, pas une journée ne passe sans qu'une cible d'économies s'insurge. Mardi, les principaux syndicats de travailleurs ont lancé une pétition contre le budget Bayrou. **PAGES 22 ET 23**

ÉDITORIAL par Patrick Saint-Paul

L'Apprenti

En affaires comme en politique, Donald Trump a toujours observé une règle, essentielle dans son manuel du « winner ». Ne jamais admettre ses torts. Y compris lorsqu'il opère une volte-face spectaculaire. Enième président américain à avoir tenté un « reset » avec Vladimir Poutine, Trump n'a retenu aucune des leçons de ses prédécesseurs. Son « calcul géopolitique » - offrir au maître du Kremlin une victoire aux frais de l'Ukraine en espérant une réconciliation tout en l'arrachant au giron de la Chine - paraissait pour le moins hasardeux. Quant à sa méthode - faire des cadeaux (pas d'entrée de l'Ukraine dans l'Otan, reconnaissance de la Crimée, annexion de facto des territoires conquis par la force) en attendant des cadeaux russes en échange -, elle était bien naïve face à un ancien espion rompu à l'art du mensonge.

Qu'importe ! « Il a dupé Clinton, Bush, Obama, Biden. Il ne m'a pas dupé », a claironné Donald Trump. Et d'expliquer dans son langage fleuri : « Poutine nous a balancé beaucoup de comeries à la figure. » La journée, il avait des conversations « très productives » avec le maître du Kremlin, avouant avoir cru plu-

sieurs fois à un « deal ». Le soir, Melania lui montrait les images des dernières villes ukrainiennes bombardées par les Russes... Le président américain a enfin compris ce qui était une évidence pour tous : il se faisait manipuler. En Ukraine, Poutine veut tout. Rude apprentissage pour l'ancienne star de l'émission de télé-réalité, « The Apprentice » ! Trump n'a pas « viré » Poutine avec fracas comme dans son « show ». Mais le Russe a gaspillé sa chance.

Poutine se jouait de Trump

Et elle ne leur coûtera plus un dollar, puisque les Européens financeront l'achat des armes américaines livrées à l'Ukraine pour se défendre. Sa menace de sanctionner les importateurs de pétrole russe - essentiellement la Chine et l'Inde - s'il n'obtient pas un accord en 50 jours n'est pas crédible. Comme souvent avec Trump, elle n'est pas à prendre au mot. Elle est l'expression de sa détermination à imposer la paix, par la force si besoin. Depuis les bombardements en Iran, celle-ci est à prendre au sérieux ! ■

Trump l'a répété à ses électeurs, auxquels il avait promis de faire la paix en 24 heures. Ce n'est pas « sa guerre ».

LEOS
CÔTES DE PROVENCE

LEOS, Source de Rosé
www.leos-augusta.com

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Budget 2026 : fronde généralisée contre le plan

Louise Darbon et Pierre-Loelz Thomas

Les syndicats ont lancé une pétition réclamant l'«abandon immédiat» des mesures d'économies évoquées, le patronat

Des économies, oui, mais chez les autres. Lors de la présentation de ses orientations budgétaires, François Bayrou a eu beau répéter que les «efforts doivent être partagés», tout le monde ne l'entend pas de cette oreille. Depuis le 15 juillet, les critiques pleuvent. Au point que, ce mardi, une pétition intersyndicale a été lancée contre le «budget Bayrou» par les cinq organisations représentatives (CGT, CFDT, FO, CFE-CEG et CFTC), ainsi que par l'Unsa, FSU et Solidaires. Le texte évoque «un budget d'une brutalité sans précédent» et exige «l'abandon immédiat de ces mesures».

Pendant son «moment de vérité», le premier ministre a pourtant choisi de rassurer large. Pour enrayer la malédiction du surendettement de la France, et trouver 43,8 milliards d'économie, le Bérnais a tout à tour proposé l'instauration d'une année blanche, la suppression de deux jours fériés ou le non-remplacement de fonctionnaires qui partiraient à la retraite. Le premier ministre a également évoqué de nouvelles négociations pour réformer l'assurance-chômage et «fluidifier» le marché du travail avant de conclure son discours : «Il n'y a que des risques pour le gouvernement.» François

Bayrou ne pensait pas si bien dire.

Les syndicats n'ont pas de mots assez durs. «Ce n'est pas un plan d'économies, c'est une déclaration de guerre aux droits des travailleuses et des travailleurs», dénonçait la CGT le discours du premier ministre à peine terminé. Et les tentatives de service après-vente organisé par les ministères n'ont pas calmé les choses. Alors que la CFE-CEG, Force ouvrière et la CGT ont refusé l'invitation de la ministre du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet, la numéro un de la CFDT a, sur le perron du ministère, écrié le projet du gouvernement de relancer une réforme de l'assurance-chômage, avec laquelle il compte faire 4 milliards d'euros d'économies. Marylise Léon a notamment dénoncé lundi «un carnage total pour les demandeurs d'emploi». «Ce sont des dispositions qui donnent à voir à un gouvernement qui est complètement déconnecté de ce qui se passe dans le monde du travail», a-t-elle martelé.

Reçu quelques heures plus tard avenue Duquesne, Cyril Chabanier, président de la CFTC, confie avoir été confronté à «des échanges très difficiles» avec la ministre. «Il n'y a quasiment pas de négociations, parce que ça va être une feuille de route tracée de manière précise avec un seul objectif : faire des économies et taper

assez fort sur les chômeurs et, encore une fois, sur les salariés en les flexibilisant», s'est-il désolé. Par ailleurs, l'idée de monétiser la cinquième semaine de congés payés a aussi irrité les organisations de salariés. «Maintenant, les entreprises vont nous dire de vendre nos congés pour augmenter nos salaires !», s'indigne Cyril Chabanier.

« Si rien de nouveau n'est mis sur la table d'ici septembre, il y aura sûrement une mobilisation »

Cyril Chabanier
Président de la CFTC

Les syndicats s'agacent également de la méthode. Reçus la semaine précédant les annonces de François Bayrou par Catherine Vautrin et Astrid Panosyan-Bouvet, plusieurs leaders syndicaux affirment ne pas avoir été consultés par le gouvernement sur les trois nouvelles négociations qui doivent s'ouvrir à la rentrée. La version est contredite par l'exécutif qui assure avoir sondé les acteurs sociaux. «On est arrivé avec quatre feuilles de propositions, nous étions

prêts à faire des efforts», continue Cyril Chabanier. Mais il faut que tout le monde en fasse. Il n'y a pas un milliard demandé aux entreprises.

Si le discours de François Bayrou a été accueilli par des grincements de dents du côté syndical, les représentants patronaux auraient, eux, quitté la salle «avec un sourire jusqu'aux oreilles, bien contents d'être épargnés alors qu'ils craignent une hausse de leur fiscalité», selon un participant. Tous se sont en effet félicités des choix «courageux» du gouvernement en matière budgétaire, qui commence à s'attaquer à la dépense publique.

Mais une fois leurs esprits repris, une semaine plus tard, les représentants patronaux se disent désormais vigilants face à plusieurs sujets d'inquiétude. Conscient de cela, le ministère de l'Économie a d'ailleurs cajolé encore un peu les entreprises lors d'un conseil national ce lundi 21 juillet, affirmant vouloir leur apporter des «preuves d'amour». Il faut dire qu'à la réflexion, la suppression des deux jours fériés n'a pas fait que des heureux. «C'est très préjudiciable pour certains pans de notre économie, pour le tourisme, l'hôtellerie, la restauration», avance ainsi Michel Picon, le président de l'Union des entreprises de proximité (U2P). Les précisions apportées au fil des

jours sur les modalités de mise en œuvre n'ont d'ailleurs fait que renforcer le scepticisme du représentant patronal. Travaillées mais non payées, ces deux journées risquent bien - à ses yeux -, de «créer un climat délétère dans les entreprises». D'autant que le principe «s'éloigne de l'idée que l'on défend depuis des années du «travailler plus pour gagner plus»», grogne-t-il.

Surtoit Bercy prévoit d'assortir ces deux jours de travail supplémentaire d'une contribution de 0,6 % de la masse salariale, en «contrepartie de la richesse créée», a expliqué Astrid Panosyan-Bouvet au conseil national des entreprises. Si les partenaires sociaux ont été invités à en discuter, Amir Reza-Tofghi, le président de la Confédération des PME, a fait part de sa vigilance quant à la mise en œuvre de cette nouveauté. De son côté, le président du Medef, Patrick Martin, a sobrement estimé qu'elle ne représenterait «aucun intérêt pour les entreprises» si ces dernières avaient à s'acquitter d'une contribution. Quant à la mesure envisageant de décaler la date à laquelle l'Assurance-maladie intervient pour indemniser les personnes en arrêt, en demandant aux entreprises et à leurs assureurs de prendre le relais dans



Les collectivités veulent réduire leur part d'effort

Julie Ruiz Perez

François Bayrou propose une «année blanche», mais les élus locaux voient rouge. Lors de ses annonces la semaine dernière, le premier ministre a annoncé que les collectivités «prendront leur part» de l'effort budgétaire de près de 44 milliards d'euros que le gouvernement souhaite inscrire dans le budget 2026. Concrètement, «la contribution qui sera demandée aux collectivités sera de 5,3 milliards d'euros. C'est 13 % de l'effort global, soit moins que la part des collectivités dans la dépense publique, qui s'élève à 17 %», a détaillé dans la foulée le ministre de l'Aménagement du territoire, François Rebsamen. Mais les élus locaux sont déterminés à «faire bouger les lignes».

En audition devant les deux commissions des finances du Parlement, la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a précisé les contours de cette «contribution» imposée. Car les collectivités bénéficient constitutionnellement du droit de libre administration ; ainsi, l'État ne peut contraindre directement leurs dépenses. En revanche, les communes, départements et autres régions sont tenus par une «règle d'or» budgétaire qui les empêche de voter un budget de fonctionnement en déséquilibre.

Ainsi, pour contenir l'augmentation de leurs dépenses, le gouvernement souhaite baisser leurs recettes en passant des coups de rabot plus ou moins sévères sur plusieurs de leurs sources de financement. Certains seraient «gelés»

selon le principe d'année blanche et n'augmenteraient pas avec l'inflation, d'autres seraient rognés. Au-delà des mesures qui pèseraient sur leurs recettes, les collectivités dénoncent une facture beaucoup plus élevée.

Un «infâme» budget

En ajoutant au montant annoncé par le gouvernement certaines coupes dans des ministères tels que la Cohésion des territoires, le Sport ou l'Outre-mer, André Laignel compte plutôt «près de 10 milliards» - soit environ un quart du plan de redressement des comptes du gouvernement. Outre, le président du Comité des finances locales (CFL) n'hésite pas à appeler les députés à la «censure» si le gouvernement persistait à vouloir faire passer cet «infâme» budget.

Sébastien Miossec, président délégué d'Intercommunalités de France, a regretté que les mesures imposées aux collectivités soient «sans commune mesure» avec leur poids dans la dette publique. Si les territoires représentent en effet un peu moins de 20 % des dépenses publiques, elles ne sont responsables «que» d'un déficit de 11,4 milliards d'euros (sur un total de plus de 168 milliards en 2024), selon un récent rapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales. Malgré l'annonce du premier ministre d'un soutien exceptionnel de 300 millions d'euros pour les départements, leurs représentants sont loin d'être convaincus par le plan du gouvernement. «C'est rien du tout, c'est à peu près le budget du département de la Haute-Marne», a fustigé Nicolas Lacroix, président LR du conseil

départemental de la Haute-Marne, après la conférence du premier ministre.

Au même moment, les représentants du Sénat - grand défenseur des collectivités, dont les élus élistes les sénateurs - essayaient déjà de convaincre François Bayrou d'abaisser l'effort demandé. «Je l'ai dit comme je le pense au premier ministre : «Si tu veux mettre le feu dans un pays déjà incandescent, vas-y ! !», narre le rapporteur général du budget à la Chambre haute, Jean-François Husson. Il faut dire qu'en amont des annonces, les sénateurs du socle commun avaient déjà tracé une ligne rouge autour de la contribution au redressement des comptes des élus locaux : «Pour nous, ce sera 2 milliards et pas 5. C'est un signe de respect pour les collectivités et les maires dont l'exécutif a salué à de nombreuses reprises l'engagement exemplaire pendant les crises sanitaire, énergétique et géopolitique», tranche le parlementaire, qui a bon espoir de voir les sénateurs réussir à «faire bouger les lignes» avant même que le projet de loi de finances 2026 soit présenté début octobre.

Il faut dire que, dans la situation politique actuelle, le Sénat dispose d'un pouvoir symbolique important. En effet, à l'Assemblée nationale, il est difficile d'imaginer un autre chemin pour le budget que celui qui passe par un 49.3. Le Palais du Luxembourg, où le socle commun est majoritaire, est donc le seul lieu où le texte pourrait être adopté. En tout cas, dans la même situation l'année dernière, le Sénat avait obtenu gain de cause, faisant passer le coup de rabot sur les collectivités de plus de 5 milliards à 2,2 milliards dans le budget 2025. ■

Salaires, effectifs... Les fonctionnaires

Parmi les nombreux mécontents qu'a faits le discours de François Bayrou le 15 juillet, les fonctionnaires occupent une place de choix. Alors qu'il s'offusquait déjà au printemps dernier de la hausse de 6 % de la masse salariale de l'État l'année dernière, l'hôte de Matignon a annoncé que la fonction publique serait mise au même régime que tout le monde pour ce qui est de l'année blanche. Autrement dit, qu'elle n'aurait pas droit à une revalorisation salariale.

Ne s'arrêtant pas là, il a aussi prévu la suppression de 3000 postes de fonctionnaires et le non-remplacement d'un agent public sur trois partant à la retraite à partir de 2027. «C'est un empiètement de mauvaises nouvelles», se désole Mylène Jacquot, secrétaire générale de la CFDT-fonction publique. D'abord parce que le point d'indication qui détermine le niveau de rémunération des fonctionnaires n'a pas été revalorisé depuis deux ans. «Nous n'avons obtenu aucune mesure salariale ni garantie contre les pertes de pouvoir d'achat en 2024. Pareil en 2025, et on nous promet la même chose pour 2026», s'étrangle la syndicaliste qui rappelle que «les études les plus récentes montrent que les agents publics perdent du pouvoir d'achat, alors qu'ils n'ont déjà pas des salaires mirobolants».

S'ils assurent être au fait des difficultés budgétaires du pays, les représentants de fonctionnaires n'en regrettent pas moins le choix du gouvernement de mettre à contribution une fonction publique déjà «à l'os». «Ce n'est pas en bloquant quasiment la rémunération des

agents publics qu'on fait le bon choix : quand un employeur bloque son système de rémunération, il affaiblit son entreprise», argumente Luc Farré, secrétaire général de l'Unsa-fonction publique. «De la même manière, les choix du gouvernement vont affaiblir l'État», affirme-t-il, faisant référence au retour officiel de la baisse des effectifs de fonctionnaires dans le discours gouvernemental.

En colère mais optimistes

«On revient des années en arrière - aux années Sarkozy! -, avec des politiques qui ont montré leur inefficacité, c'est pitoyable», gronde Mylène Jacquot qui rappelle que les exécutifs suivants «ont retropédalé». Sous le quinquennat Hollande, la France s'est effectivement étoffée de 126 000 fonctionnaires, et depuis 2017, elle en a recruté encore 176 000. Pour de bonnes raisons bien sûr, précisent les syndicats.

«On a vu les impacts de ces coups de rabot... On a réduit les moyens, et on a eu les «gilets jaunes». Le manque de services publics, les besoins sur les territoires, tout ça alimente la perte de confiance dans la démocratie et les votes extrémistes», cite péle-mêle la représentante syndicale. Malgré tout, «cette fois encore, l'exécutif va à l'encontre de ce que veulent les Français : plus de services publics», plausiole Luc Farré.

Conscientes de la dérive budgétaire tricolore, les organisations syndicales le jurent : elles ne demandent pas au gouvernement de «dépenser sans compter», mais plutôt de partager les efforts. Avec une idée bien précise - citée par

Bayrou

est sur ses gardes.

l'intervalle, « c'est un casus belli », assure Eric Chevée, le vice-président de la CPME.

Plus globalement, le président du Medef laisse poindre une déception. « Nous, entrepreneurs, investisseurs, restons sur notre faim en matière de stimulation de l'investissement », a-t-il déclaré dans les colonnes du JDD. Le patronat s'inquiète également des négociations à venir. Dans les discussions sur la mutation du marché du travail, le gouvernement a prévu d'inclure les questions de qualité de vie au travail, de prévention de la santé mentale et d'une plus grande intégration des salariés dans les décisions d'entreprises.

Les retrouvailles de septembre entre syndicats et patronat s'annoncent tendues. « Si rien de nouveau n'est mis sur la table d'ici septembre, il y aura sûrement une mobilisation », prévient Cyril Chabanier. « Toutes les possibilités d'action pour la CFTD restent ouvertes », a de son côté affirmé Marylise Léon. Une réunion intersyndicale doit se réunir le 1^{er} septembre. Il reste deux mois à François Bayrou pour trouver des terrains d'entente. En préparation de cette rentrée mouvementée, le premier ministre a prévu qu'il délaisserait le Béarn, préférant passer un été studieux à Matignon. ■

Trump ne veut pas de trains à grande vitesse

Pierre-Yves Dugua
Correspondant à Washington

Le président américain a coupé le crédit fédéral du projet californien, entre San Diego et Sacramento. Les rares liaisons ferroviaires en place peinent à être rentables.

Comme promis, Donald Trump coupe les crédits fédéraux aux projets de trains à grande vitesse. Le dernier en date : celui qui bat des records de lenteur et de dépassements de budget, censé relier San Diego et Los Angeles au sud, à San Francisco et Sacramento, au nord. Lancée en 2008, la California High Speed Rail Authority (CHSRA) n'a construit à ce jour qu'un tronçon de quelque 160 km, dans la vallée Centrale californienne, allant de Madera, au nord de Bakersfield. Donald Trump qualifie ce gouffre financier de « train qui va nulle part ».

Vendu initialement aux électeurs californiens par les démocrates comme une liaison moderne, redonnant aux États-Unis le leadership ferroviaire, pour 33 milliards de dollars, le projet est désormais estimé à plus 120 milliards de dollars. Une somme énorme, même pour l'État le plus riche d'Amérique qui se targue d'être à la pointe de l'innovation technologique.

Gavin Newsom, gouverneur démocrate de Californie, bête noire de Donald Trump, accuse ce dernier de saboter l'entreprise et saisit les tribunaux, qualifiant « d'illégal » la décision du département des Transports de supprimer l'apport de 4 milliards de dollars prévu par l'accord passé entre la CHSRA et l'administration fédérale des transports ferrés (Federal Railroad Administration, FRA). Voilà un épisode de plus dans les malheurs qui frappent les projets de liaisons ferroviaires à grande vitesse aux États-Unis. Un pays de grandes distances qui favorise l'avion où le train est avant tout un moyen de transport de denrées et marchandises.

Dans un rapport rédigé en début d'année, Amtrak rappelle une évidence : « Aucun pays du monde n'exploite un système de transport ferré de



passagers sans financement national significatif pour les dépenses en capital et dans presque tous les pays du monde le financement national couvre aussi les pertes d'exploitation ». Amtrak, société publique américaine de chemins de fer, créée en 1971, en sait quelque chose. Ses pertes annuelles d'exploitation dépassent 700 millions de dollars. Elle a transporté 32,4 millions de passagers l'an dernier, soit 15 % de plus qu'en 2023.

D'autres projets en cours

Le corridor nord-est, avec son service Acela de train « à grande vitesse » (pas plus de 240 km/h et sur seulement 64 km) entre Washington, New York et Boston, est le seul où Amtrak couvre ses frais d'exploitation. Pour ses coûts d'investissement, Amtrak reste dépendante de l'État fédéral. L'Acela n'a pas les mêmes spécifications que l'hypothétique train californien, et Amtrak n'est pas impliquée dans le projet de la CHSRA.

On n'accusera pas Sean Duffy, le secrétaire aux Transports, de favoritisme politique. En avril, il avait déjà coupé ses crédits au projet « Texas Central » qui aurait pu relier sur terres républicaines, Dallas et Houston. Amtrak, qui assumait un rôle pilote dans le projet, en est immédiatement sorti. La nouvelle direction de la compagnie nationale, choisie par le président Trump, ne jouera plus aucun rôle dans les projets de grande vitesse, à l'exception de son Acela. Ce dernier, vieux de 25 ans, voit ses performances chuter, car ses

équipements roulants, comme fixes, sont en fin de vie et doivent être remplacés rapidement.

En Floride, Brightline se présente comme un modèle privé de service à « grande vitesse ». À condition toutefois de redéfinir la grande vitesse : Orlando - Miami (376 km) en 3 heures et demie, grâce à des pointes à 200 km/h. Or les trains européens, japonais et chinois dépassent tous les jours largement 300 km/h... Reprenant le tracé de la « Flagler Line », liaison ferroviaire historique financée par Henry Flagler, partenaire de John D. Rockefeller, au XIX^e siècle, Brightline accumule toujours des pertes. Elle espère approcher du point d'équilibre l'an prochain et envisage d'étendre son service à Tampa.

L'entreprise, fondée par le milliardaire Wes Edens, a entamé la construction de la ligne en 2014. Mise en service trois ans plus tard, elle s'est passée des 2,4 milliards de dollars d'aides publiques proposées par l'Administration Obama. Le gouverneur républicain de l'époque, Rick Scott, avait jugé, non sans raison, qu'une authentique liaison à grande vitesse nécessiterait certainement des subventions d'exploitation sur une longue durée.

Plus de 3 millions de passagers ont emprunté ce train l'an dernier. Beaucoup sont des touristes qui vont passer quelques jours dans les parcs à thème d'Orlando et choisissent un mode de transport qui leur paraît ludique pour rejoindre Miami. La conception des voitures et des gares est également très étudiée en vue de

donner au client une impression de luxe, par rapport aux alternatives vieillottes offertes par Amtrak ou par les compagnies aériennes.

Brightline est aussi conçu comme un projet immobilier : à West Palm Beach, Boca Raton et Miami, des immeubles luxueux de bureaux et d'habitation sont venus compléter le modèle économique imaginé par Wes Edens. Autre raison de ce relatif succès : Fortress Investment Group, cofondée par Wes Edens, est propriétaire des terrains empruntés par la voie. La CHSRA doit en revanche exproprier des centaines de Californiens riches et biens défendus par des avocats et des écologistes très organisés.

Le groupe tente de reproduire ce modèle entre Los Angeles et Las Vegas. Cinquante millions de personnes voyagent chaque année entre ces deux cités. Baptisé DesertXpress, le service espère en capter plus de 8 millions. L'entreprise a entamé la construction d'une ligne entièrement électrifiée en vue de connecter, à une vitesse moyenne de 165 km/h, Rancho Cucamonga (au nord-est de Los Angeles) à la capitale américaine du jeu. Les passagers seront supposés prendre ensuite le California Metrolink pour atteindre LA. Coût estimé du projet : plus de 12 milliards de dollars. À la différence de la liaison floridienne, Fortress Investment Group a accepté des crédits fédéraux à hauteur de 3 milliards de dollars. L'objectif de mise en service à temps pour les Jeux olympiques de LA en 2028 ne sera cependant pas tenu. ■

MICHEL PICON Président de l'U2P

« La suppression des deux jours fériés est préjudiciable pour certains pans de notre économie comme le tourisme, l'hôtellerie et la restauration »

députés

quasi tous les syndicats - de ceux à mettre à contribution. « On peut réfléchir à l'utilisation non contrôlée des 211 milliards d'euros d'aides versées aux entreprises », suggère sans surprise Luc Farré. Sans faire porter toute la charge des 44 milliards d'euros d'économies recherchés par François Bayrou aux entreprises, les représentants syndicaux croient que le gouvernement pourrait trouver là des marges de manœuvre.

En colère, ils n'en demeurent pas moins optimistes. Et espèrent encore pouvoir obtenir des preuves d'amour de la part du ministre de la Fonction publique, Laurent Marcangeli, qui les reçoit un à un. Face à un ministre qui a confirmé qu'il ne reculerait pas sur les annonces du chef du gouvernement, Stanislas Gaudon, président de la fédération services publics de la CFE-CGC - bien qu'inquiet du « jalon austérité » posé par Matignon - espère encore obtenir des avancées sur la refonte des grilles indiciaires, les conditions de vie au travail ou encore le logement des agents publics.

« Il faut qu'on trouve des portes de sortie, qu'on n'ait pas seulement des restrictions », estime le responsable syndical, pas encore prêt à sonner la mobilisation. Même si la menace n'est jamais loin. « Si on n'obtient rien pour les années qui viennent, on ne sera plus dans un espace de dialogue. Et la rentrée sociale sera difficile », prévient-il, alors que la fédération des services publics de la CGT a appelé, dès le 16 juillet, « l'ensemble de ses syndicats à réunir leurs adhérents et le personnel afin de créer les conditions de mobilisations massives à la rentrée ». ■ L.D.

Partout dans le monde, les conditions météo extrêmes font flamber les prix alimentaires

Armelle Bohineust

Les hausses peuvent atteindre 50 % voire 80 % après une sécheresse ou des inondations.

En novembre 2022, les légumes étaient rares en Californie. Et chers. Des cœurs de laitue romaine valaient, dans les épiceries où l'on en trouvait encore, 9 dollars (7,70 euros) le sachet. À la même époque, les tomates, les fraises et les framboises ont également vu leurs prix grimper, jusqu'à 80 %, et parfois disparu des rayons.

Tout au long de l'été 2022, l'Arizona et la Californie, grands producteurs de légumes de l'Ouest américain avaient été confrontés à des pénuries d'eau, à une chaleur extrême et à la sécheresse des sols. Et la sanction de ces conditions météo particulières a été quasi immédiate sur les marchés.

C'est le cas désormais en de nombreux points du globe, souligne un rapport réalisé par l'Institut Barcelona Supercomputing Center avec diverses organisations européennes et internationales. L'étude menée dans 18 pays sur la période 2022-2024 a examiné l'évolution des prix des produits agricoles après « des événements de chaleur extrême, de sécheresse ou de fortes précipitations, dont beaucoup

étaient si extrêmes qu'ils dépassaient tous les précédents historiques avant 2020 ».

Il en ressort que « les phénomènes météorologiques extrêmes font grimper le prix des denrées alimentaires partout dans le monde » en quelques mois, indique Maximilian Kotz, auteur principal de l'étude. Des études antérieures ont examiné de quelle façon les températures élevées engendrent une baisse des rendements, des pénuries d'approvisionnement et favorisent l'inflation générale des prix alimentaires à long terme. Mais, les nouvelles recherches montrent que certains produits alimentaires connaissent des hausses de prix à court terme beaucoup plus marquées, ce qui alimente l'inflation générale.

En Espagne et en Italie, les scientifiques indiquent que « le réchauffement climatique a contribué à plus de 30 % de l'intensité et de l'étendue spatiale » de la sécheresse de 2022-2023, souligne l'étude. Or, alors que l'Espagne produit plus des deux cinquièmes de l'huile d'olive mondiale, cette sécheresse a entraîné « une augmenta-

tion du prix de l'huile d'olive de 50 % dans l'ensemble de l'Union européenne » durant les mois suivants.

Au Royaume-Uni, les prix des pommes de terre ont augmenté de 22 %, de janvier à février 2024, après des pluies hivernales extrêmes. En Éthiopie, les prix des denrées ont grimpé de 40 % en mars 2023 après la sécheresse de 2022 dans la Corne de l'Afrique, la pire depuis quarante ans.

« Les phénomènes extrêmes ne feront qu'empirer »

Les exemples abondent. Les prix mondiaux du cacao ont bondi de près de 300 % en avril 2024, après la vague de chaleur qui avait frappé deux mois plus tôt la Côte d'Ivoire et le Ghana. Au Japon, les prix du riz se sont envolés de 48 % en septembre 2024 alors que le pays avait connu son été le plus chaud depuis 1946.

« Tant que nous n'atteignons pas zéro émission nette, les phénomènes extrêmes, qui endommagent déjà les récoltes, ne feront qu'empirer », déplore Maximilian Kotz. Le changement climatique n'est pas un avertissement

lointain, c'est une réalité que certaines populations vivent déjà au quotidien. Outre-Manche, par exemple, les agriculteurs oscillent depuis quelques années entre les extrêmes. Ils sont passés d'une chaleur exacerbe en 2022, où les températures ont atteint 40 °C pour la première fois, à des pluies torrentielles fin 2023 et début 2024. Aujourd'hui, ils viennent de connaître le printemps le plus chaud jamais enregistré.

« La hausse des prix des denrées alimentaires est le deuxième impact climatique que les gens évoquent, juste après la chaleur extrême elle-même ». Or, lorsque les prix flambent, « les familles à faibles revenus doivent souvent se tourner vers des aliments moins nutritifs et moins chers. Un régime alimentaire associé à divers problèmes de santé comme le cancer, le diabète et les maladies cardiaques », ajoute Maximilian Kotz. L'impact des météo extrêmes sur les produits agricoles a un autre effet néfaste. Elle rend les prix très volatils et complique la bataille des banques centrales contre l'inflation, pointe encore l'étude. ■

COURTESY OF CHSRA